



Cap au sud : pourquoi et comment ?

*Contribution de Jean-Louis Guigou pour le dixième anniversaire d'IPEMED
Dîner-débat au Ministère des Affaires étrangères le 04/02/16*



En ce triste début d'année 2016, la situation dans le Monde est alarmante, particulièrement en Méditerranée.

Il est donc légitime de se demander : Comment ne pas céder à la peur ? Comment, dans un tel contexte donner du sens à l'action politique ? Comment éclairer le choix des entreprises ? Quelles visions de l'avenir et quelles propositions pour dépasser le chaos, le désordre et le stress consécutifs à la situation actuelle ? Comment redonner aux Français et aux Européens qui sont désabusés une ambition collective et une perspective à long terme ?

Pour répondre à ces questions et essayer d'interpréter au mieux les enjeux méditerranéens :

- Nous avons mis en place **un outil de réflexion et d'action**, IPEMED, qui fonctionne comme un radar de la complexité, une machine à comprendre, particulièrement adapté pour préparer l'avenir. Au printemps 2016, IPEMED fêtera ses dix ans d'existence.
- Nous avons, dans une première phase, **mis les projecteurs sur l'espace Euro-méditerranéen** (500 millions d'habitants au Nord et 500 millions au Sud) et obtenu des résultats significatifs.
- **Mais trois éléments changent la donne** : (1) le contexte géopolitique, qui demande qu'on sorte par le haut de la transition engagée avec le Printemps arabe ; (2) l'accélération et le renforcement de l'intégration de la grande région Afrique – Méditerranée – Europe ; (3) la nouvelle « économie du partage » dont les acteurs publics et privés de notre région doivent se saisir pour donner tout son sens à cette valeur du partage.
- Cela nous oblige à **ouvrir la réflexion sur un espace plus large incluant la totalité de l'Afrique** : les quartiers d'orange (dans son entier), L'Afrique-Méditerranée-Europe et à promouvoir une fondation internationale pour en être le creuset politique et économique et en assurer la promotion.

1. IPEMED est un outil performant pour affronter des espaces en transition

En 2006, comme en 2016, le problème est simple à formuler : comment au-delà de l'actualité branlante et arrogante – dictature, guerre, chaos, conflits, etc. Découvrir les tendances lourdes sur lesquelles s'appuyer pour construire l'avenir ? Pour anticiper les évolutions possibles et y remédier dès à présent ?

Il a donc fallu construire un outil original spécifique et adéquat, tel qu'IPEMED, adapté à ces situations de mutations profondes du monde arabo-musulman du Sud et l'Est de la Méditerranée.

Trois caractéristiques donnent à cet outil d'investigation son originalité :

- **Choix de la démarche prospective et du long terme.**
Sur la Méditerranée existent de nombreux laboratoires universitaires et des bureaux d'études, etc. mais ils sont tous spécialisés soit dans le passé – guerre des religions, des civilisations, patrimoine – soit ils sont plongés dans l'actualité – sunnites, chiites, pétrole, etc. mais aucun ne prend en charge la réflexion sur l'avenir de la Méditerranée car l'entreprise est trop périlleuse.

Or, avec ténacité, nous avons privilégié le temps long et la prospective et découvert des tendances lourdes, nouvelles et des ruptures suffisamment solides pour servir de base et



construire l'avenir car selon la bonne formule de Fernand Braudel : « l'avenir ne se prévoit pas mais se prépare ».

- **Défense de l'intérêt général des peuples de la Méditerranée.**
Au-delà des intérêts nationaux ou sectoriels car souvent, les laboratoires existants sont financés par des institutions, des collectivités ou des entreprises qui leur imposent des contraintes, IPEMED a privilégié l'autonomie et l'intérêt général.
Cette défense de l'intérêt général a permis à IPEMED d'agréger de l'intelligence, de rassembler et non de diviser.
- **L'analyse de la logique du capital industriel afin de trouver la localisation optimale.** dans l'espace, les entreprises optent pour des délocalisations, des relocalisations, la coproduction, la sous-traitance, ce qui constitue un bon indicateur des tendances futures.

En effet, les grands groupes industriels, mais aussi les entreprises de taille intermédiaire, qui s'internationalisent sont obligés d'anticiper pour ne pas péricliter : choisir l'éloignement ou la proximité ? Choisir de produire sur place ou d'exporter ? Transformer les clients en partenaires ? Autant de choix qui contribuent à façonner l'avenir. Les travaux réalisés par IPEMED montrent que la constitution de filières, l'analyse de chaînes de valeur, l'interconnexion technique des réseaux de proximité constitue des facteurs puissants que rapprochent actuellement, malgré les révolutions, les deux rives de la Méditerranée.

Ce mix – Prospective + Intérêt général + logique du capital industriel - nous a permis d'associer à la réflexion l'ensemble de nos partenaires, administrations, entreprises et scientifiques et de proposer des idées nouvelles pour l'avenir.

Cet anniversaire d'IPEMED est l'occasion de remercier toutes les entreprises, et elles sont nombreuses, qui nous soutiennent. C'est aussi le moment **de remercier les Présidents de nos instances de gouvernance** : pour le Conseil d'administration, Takis Roumeliotis et Radhi Meddeb en tant que Président d'IPEMED ; pour le Conseil de surveillance, Jean- Louis Chaussade, Xavier Beulin, Neemat Frem et Isidro Fainé ; pour le Comité d'orientation politique Miguel Ángel Moratinos, Abderrahmane Hadj-Nacer et Aïcha Belarbi ; et l'ensemble des membres du Conseil scientifique. Ce dixième anniversaire est enfin l'occasion de remercier l'équipe d'IPEMED, qui bille pour sa jeunesse, son militantisme et son professionnalisme.

2. L'espace euro-méditerranéen (2006-2016) à travers IPEMED

Nous avons milité dès 2002 avec le **CALAME** (Centre d'Analyse et de Liaison des Acteurs de la Méditerranée) pour l'Union Méditerranéenne.

En avril 2006, **IPEMED** a été fondé. Il est venu en appui de l'intégration régionale Nord-Sud. L'article dans Le Monde du 19 mars 2007 intitulé « Les quartiers d'orange Nord-Sud » a marqué cette étape.

Parlons des **résultats positifs** acquis grâce au travail de l'IPEMED, financés essentiellement par les entreprises :

- **Construction d'un réseau de confiance et de compétences.** Nous avons agrégé de l'intelligence et de la passion. Un réseau de plusieurs centaines d'experts, d'industriels et de politiques des deux rives de la Méditerranée s'est constitué partageant la même volonté de



rapprocher par l'économie, les deux rives de la Méditerranée et de construire un avenir commun.

- **Production d'idées nouvelles** : sur les différents scénarios possibles (Méditerranée 2030), **sur l'énergie** avec la Communauté Méditerranéenne de l'Energie, concept repris par la Commission Européenne ; **sur l'eau** avec le recours aux financements innovants pour l'accès à l'eau et à l'assainissement (proposition à la COP 21 qui sera finalisée à la COP 22) ; **sur l'agriculture** avec des filières territorialisées (filiale céréalière, oléagineuse et laitière dans le Maghreb) ; **sur l'Economie Sociale et Solidaire** attractive pour les jeunes afin de siphonner progressivement l'économie informelle ; **sur la sécurisation des investissements à long terme** (accord de l'OCDE et de la BEI) ; sur le passage d'une démarche administrative des migrations à **une approche économique des mobilités** et **sur le rôle des diasporas** ; **sur le marché commun du médicament** dans les pays du Maghreb ; **sur la coproduction Nord-Sud** et le partage de la valeur ajoutée ; sur la remise en cause du voisinage limité au libre-échange, etc. Ces travaux ont été appréciés par les administrations et par les entreprises. Toutes ces idées nouvelles sont disponibles sur notre nouveau site www.ipemed.coop.
- **Parité et modification de nos rapports entre les multiples acteurs du Nord et du Sud**, dans le contexte de l'apparition d'un nouveau paradigme économique fondé sur le partage et la mutualisation des ressources. Nous sommes, de plus en plus, à la fois producteurs et consommateurs d'idées nouvelles. Il n'y a plus d'un côté les sachants et les acteurs et de l'autre des populations passives ; il n'y a plus d'un côté les producteurs et de l'autre les consommateurs ; il n'y a plus d'un côté la rive nord et de l'autre une rive sud qui devrait appliquer les consignes. Nous n'en avons pas conscience lorsque nous l'avons décidé mais nous en prenons mieux la mesure aujourd'hui : notre démarche scientifique et opérationnelle préfigurait ce qui est en train de s'étendre rapidement ; elle repose sur les 3P : Parité-Partage-Partenariat et sur le décloisonnement des milieux institutionnels, scientifiques et entrepreneuriaux. C'est cela, notre conception de l'« économie du partage » ; c'est une valeur que nous devons affirmer et un combat que nous devons élargir.
- **La priorité donnée à l'économie comme levier de la transition**. C'était une hypothèse en 2006 qui s'est avérée réaliste par les faits. Malgré les obstacles, le capital est à l'œuvre pour rapprocher les deux rives de la Méditerranée. Il faut accélérer ce mouvement déjà initié.
- **Promotion de l'idée de projets**, qui mobilisent les énergies et ne charrient pas les scories du passé. Nous affirmons que là où il n'y a pas des projets (en famille, dans les entreprises et dans une nation) il n'a que des rivalités et des regrets. Le projet, qui se projette dans l'avenir, a la vertu de transcender les différences de ceux qui le conçoivent ensemble. Cette priorité donnée aux projets **à partir des besoins des populations locales** fait la richesse de la démarche « bottom-up ». François Hollande en a fait une priorité avec l'idée d'une « Méditerranée des projets ». C'est ce qui fait aussi l'excellence du travail que réalise le Secrétaire général de l'UPM à Barcelone.
- **Affirmation d'une conviction**, enfin, celle que le **monde arabe est rentré en mouvement d'une façon irréversible**, que les transitions économiques sociales et politiques seront longues et que la Méditerranée demeure centrale. Cela prendra peut-être plusieurs décennies car elles ont été trop longtemps retardées par la colonisation, par le handicap que constitue la rente pétrolière, retardées enfin par des dictatures et gouvernements autoritaires peu enclins à favoriser l'émancipation et l'éducation des populations.



Nous sommes convaincus que le mouvement « des barbus » et des extrémistes religieux sont éphémères. Ils seront condamnés par l'histoire. Comme l'affirment Emmanuel Todd et Youssef Courbage « le rendez-vous des civilisations » aura bien lieu. L'économie, toute autant que l'éducation, seront les leviers puissants de cette transition inéluctable. Plus que jamais, c'est le moment pour l'Occident européen de mettre « cap au Sud » et pour le Sud de mettre « cap au Nord » (Annexe 2).

Ce qui est vrai pour le monde arabo-musulman est encore plus vrai pour le monde africain, qui rentre en mouvement. Mais attention, les Africains sont des sprinters.

3. Le nouveau contexte : de la Méditerranée marginale à la Méditerranée centrale avec l'émergence de l'Afrique subsaharienne

En prenant en compte les révolutions et les contre-révolutions arabes, IPEMED considère que nous arrivons à la fin d'un cycle géopolitique qui a commencé en 1995 avec les accords de Barcelone pour arriver en 2015 à la révision (au combien nécessaire) de la Politique Européenne de Voisinage. L'espace Euro-méditerranéen est nécessaire mais pas suffisant pour faire face à la Régionalisation de l'économie et pour tirer le meilleur parti de la troisième révolution industrielle présentée par Jeremy Rifkin, et qui progresse largement en Afrique. En effet :

- **De nombreux acteurs changent de comportement et modifient leur vision géopolitique :**
 - **L'Union européenne** a pris conscience, face aux menaces (climatique, migratoire, terroriste, etc.), de la de la profondeur du continent africain et de sa proximité géographique et culturelle. Ce fut, au printemps 2015, l'ouverture du débat sur la réforme de la politique de voisinage pour envisager une politique avec « les voisins des voisins ». Ce fut ensuite, le sommet des chefs d'Etat Europe-Afrique de Malte le 11 et 12 novembre avec un plan d'action qui dépasse largement les seuls problèmes de migrations. Enfin à la COP21 sont apparues les conséquences dramatiques du réchauffement climatique en Méditerranée et les opportunités de coopération économique offertes par la transition énergétique et la lutte contre le changement climatique.
 - **Les grandes entreprises mondiales et européennes** se positionnent en Afrique et adoptent comme découpage opérationnel l'espace EMEA (Europe - Middle-East - Africa) :
 - **L'Allemagne** après les PECO, s'implante en Afrique du Nord ;
 - Les **anglais** redeviennent les premiers investisseurs en Egypte ;
 - Les **industriels espagnols** coproduisent en masse au Maroc ;
 - Les **italiens** ont reçu l'ordre de Matteo Renzi d'investir en Afrique ;
 - En **France**, les grands groupes, les ETI et PME s'intéressent également à l'Afrique.
 - De leur côté, **les Pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée (PSEM)** se projettent en Afrique et ne sont plus uniquement polarisées vers l'Europe :
 - C'est le **Maroc**, qui depuis 10 ans, a entrepris une coopération économique et diplomatique avec l'Afrique subsaharienne.
 - C'est la **Turquie** qui contribue au développement industriel africain en tant que deuxième employeur manufacturier étranger en Afrique après la Chine.



- C'est **l'Égypte** qui, avec la tripartite, a créé la plus grande zone de libre-échange du monde en Afrique qui va du Caire à Johannesburg en ayant complètement rénové le Canal de Suez pour en faire une zone internationale d'activité.
- C'est **l'Algérie** qui accueille depuis longtemps les investisseurs chinois.

Les **PSEM**, qui ont des atouts (des compétences, de l'énergie, des relations géopolitiques avec les pays africains) et qui peuvent être des facilitateurs dans la construction de cette grande région mondiale, ne veulent plus être les voisins marginalisés dans un rapport dominant-dominé avec l'Europe.

La politique de voisinage de l'Europe (top-down, conditionnelle avec pour objectif d'établir une zone de libre-échange) à pris un coup de vieux.

- **La Chine** pour sa part a des visées sur cette grande région. Selon la Banque mondiale, 85 millions d'emplois manufacturiers quitteraient la Chine ces prochaines années pour l'Afrique, suite à un nouveau modèle de croissance. Par ailleurs, la Chine poursuit ses investissements en Méditerranée du Nord (Grèce, Turquie, Italie) pour la logistique, et en Méditerranée du Sud (Mauritanie, Maroc, Algérie, Tunisie) pour la production industrielle. On prête à la Chine l'intention de faire du Nord de l'Afrique, du Maroc à l'Égypte, la nouvelle « Ruhr » industrielle de l'Europe. IPEMED de son côté considère que les relocalisations européennes de la Chine pour « faire du Maghreb le Mexique de l'Europe ».
- **L'Afrique Subsaharienne** décolle depuis 2002 avec de fortes disparités internes, mais aussi avec des perspectives énormes que prédisent tous les experts.

Au total, tous ces acteurs ont une nouvelle vision, à terme, du devenir du bassin méditerranéen = de voisins et marginal par rapport à l'Europe, la Méditerranée devient central, carrefour entre l'Europe, l'Asie et l'Afrique. C'est la vision de Fernand Braudel de la Méditerranée « économie monde ». cette transformation des comportements des acteurs – institutionnels et privés – s'inscrit dans une tendance profonde : la régionalisation de l'économie mondiale, simultanée à la troisième révolution industrielle.

- **La régionalisation de l'économie mondiale avec la valorisation de la proximité géographique et culturelle est à l'œuvre.** Après la chute du mur de Berlin est devenu multipolaire. Mais surtout, après l'hégémonie et les années folles (1980-2008) de la mondialisation rapide tout azimut qui a conduit à la crise de 2008, on assiste à la mise en évidence d'un autre processus d'internationalisation des économies: la régionalisation, qui donne la primauté à la proximité et à la complémentarité. Ce mouvement de régionalisation de l'économie mondiale constitue une tendance lourde poussée par :
 - **Le compactage des chaînes de valeur** pour des raisons de coût, de meilleures sécurités, de contrôle de la qualité et de la réactivité au marché. Il s'ensuit des relocalisations de masse. Le contraste est frappant entre le processus de mondialisation et la régionalisation : Avec la Mondialisation, on se situe dans le **court-terme** : on parle de libre-échange, de part de marché, de délocalisation et d'IDE. Avec **la régionalisation de l'économie mondiale**, on se situe dans le **long terme** : on parle d'intégration en profondeur, de chaîne de valeurs, de filières territorialisées, de partenariat et coproduction.
 - **La montée en puissance de l'économie de partage** ou économie collaborative pour laquelle « la proximité géographique, historique et culturelle » joue un rôle clé. Avec le



passage de la ressource produite et non prélevée, « le voisin » passe d'un statut d'ennemi politique et militaire (concurrence pour la ressource) à un statut de partenaire économique (pour ensemble produire des ressources)

Bien évidemment, il existe des façons intermédiaires plus nuancées.

Pour l'essentiel, ces grandes régions, par agrégation de nations contiguës, peuvent fournir aux industriels, outre une zone de libre-échange, la sécurité des investissements, la mobilité des capitaux et de la main d'œuvre, l'harmonisation des normes, l'interconnexion des réseaux, la reconnaissance des diplômes, etc. Il s'ensuit que les entreprises sécurisées redéplient leurs chaînes de production. Le capital va vers le travail ou les sources d'énergie. Le partenariat s'instaure entre des zones proches géographiquement mais avec des niveaux de développement différents : c'est la **coproduction**. Compte tenu de la proximité géographique et culturelle, le contrôle de la qualité est facilité, l'assemblage est contrôlé, la réactivité au marché est immédiate et la réduction des coûts de transport est assurée.

Ce processus de régionalisation de l'économie mondiale existe depuis longtemps, mais il était jusqu'à présent, masqué par le processus de Mondialisation. Deux formes peuvent être identifiées :

- **Les formes anciennes** : dès 1956, les pays européens se sont associés pour donner naissance à l'Union Européenne. L'Asie fonda l'ASEAN en 1967, l'Amérique l'ALENA en 1994. Depuis la chute du mur de Berlin, les accords de coopérations régionales (ACR) se multiplient. Alors qu'on en comptait une dizaine en 1990, il y en avait 350 en 2010 et l'OMC en a enregistré 650 en 2015.
- **Une forme originale** : l'adossement d'une économie développée avec une économie émergente de proximité. Puisque l'économie japonaise dans les années 1950-1980 en a profité, tout en développant les Dragons et les Tigres ; puisque l'économie allemande en a profité, tout en contribuant activement au développement des PECO (pays d'Europe centrale et orientale) ; puisque l'économie américaine à son tour, en a profité en développant rapidement le Mexique (2 millions d'emplois en 8 ans avec les Maquiladoras), puisque la Chine tire en partie de sa puissance de sa coopération avec son Sud (échanges multipliés par huit en quatorze ans avec l'ASEAN) ; pourquoi l'Europe et la France n'adopteraient-elles pas la même démarche, faisant des pays de la Méditerranée et de l'Afrique leurs partenaires pour une croissance durable, industrielle et inclusive ? Les pays du Sud attendent un nouveau « New Deal » avec le Nord.

Alors que la mondialisation des années 1980-2008 n'a pas été bénéfique ni à l'Europe (déindustrialisation + populisme) ni à la Méditerranée (maintien de l'économie de rente) car c'est la Chine qui a gagné, la Régionalisation de l'économie mondiale, le retour de la proximité et le compactage de la chaîne de valeur, constituent un facteur puissant de rapprochement entre l'Europe, la Méditerranée et l'Afrique.

Entre les pays Européens – développés, vieillissants et menacés de stagnation – et les pays méditerranéens et africains – riches en énergie, jeunes et en croissance – il existe une proximité et une complémentarité qui pourraient nous assurer un siècle de croissance partagée.



4. La grande région – Afrique – Méditerranée – Europe – reste à construire (2016-2026 ?)

Par rapport aux intégrations Nord-Sud mises en place entre les Amériques et les pays Asiatiques, l'Europe a pris du retard avec son Sud car elle était trop occupée par la construction de l'Union européenne et par son élargissement à l'Est.
Comment rattraper ce retard ?

- **IPEMED propose d'utiliser les mêmes outils que les Américains et les Chinois ont mis en place, en les adaptant :**

- **Une banque de développement régionale** : dans les Amériques, a été créé en 1959 la **BID** (Banque Interaméricaine de développement) et en Asie la **BAII** en 2015 (la Banque asiatique pour les investissements et les infrastructures). Ces banques régionales assurent une double fonction. D'une part la mobilité des capitaux, d'autre part la sécurisation des investissements. Pour la grande région AME à construire, ni la BEI, ni la BAD, ni la BERD, ni les banques Islamiques ne remplissent ces fonctions.
- **La redistribution de l'appareil de production avec la coproduction** : il s'agit bien du redéploiement de l'appareil de production avec inclusion dans une même chaîne de valeur de plusieurs partenaires du Nord et du Sud. Tous acceptant de partager la valeur ajoutée et les transferts technologiques avec un centre unique d'assemblage et de commandement. Avec la coproduction, nous sommes loin du seul commerce, du libre-échange traditionnel et des IDE (investissement direct d'entreprise) assimilés souvent à des délocalisations.
- **Une fondation internationale** est mise en place pour être le creuset de la réflexion économique et politique et du brasage des décideurs.
Dans les Amériques c'est la **CEPAL** (commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes). Elle a été créée en 1948 comme la cinquième commission régionale des Nations Unies. Très vite, la CEPAL fut rejoint par les Etats Unis. Cette CEPAL a un budget de 40 millions de dollars et rassemble 700 chercheurs et économistes. C'est un lieu de débat, de formation, de prospective où les décideurs (chefs d'entreprise, politiques, chercheurs) se rassemblent.
Le même type de fondation existe dans les pays asiatiques avec pour nom ERIA (Economic Research Institute for Asian). Créée en 2008, il rassemble 15 laboratoires de recherche économique avec un budget de 30 millions de dollars par an.

A l'évidence, il manque pour la grande région –Afrique – Méditerranée - Europe une plateforme scientifique d'étude pour préparer ensemble l'avenir économique. Tel est le projet de la fondation internationale « La Verticale, Afrique – Méditerranée – Europe ».

- **Le projet de fondation internationale « La Verticale AME » est prêt.** Il faut maintenant le mettre en œuvre.

Le Président du Niger Issoufou Mahamadou ne s'y trompe pas, quand dans un courrier du 7 octobre 2015 à IPEMED il déclare « *l'observation de l'évolution économique et sociale des deux continents montre à quel point ils sont liés et à quel point **un cadre permanent de réflexion stratégique** est nécessaire pour guider cette évolution* ».

- Ce projet de fondation internationale a été élaboré par IPEMED en 2015 avec une équipe internationale. Il a donné lieu à une publication intitulée « Pour un New Deal Afrique – Méditerranée – Europe ». Les analyses et les propositions pour construire La Verticale s'inspirent directement de ce que réalisent la CEPAL et l'ERIA.



- La Verticale aura cinq fonctions :
 - o une fonction de think tank pour combler le déficit de connaissances sur cette région et produire des idées nouvelles tournées vers l'avenir ;
 - o une fonction d'animation d'un mouvement de chefs d'entreprise afin de centrer cette intégration régionale sur les projets de développement autour de l'énergie, de l'agroalimentaire, du numérique, etc. ;
 - o une fonction de médiation et d'influence auprès des institutions internationales et des gouvernements ;
 - o une fonction de brassage des décideurs du Nord et du Sud, des secteurs publics, privés et associatifs, à travers des séminaires de haut niveau, afin de valoriser les échanges d'expériences ;
 - o une fonction d'intégration et de mutualisation des informations stratégiques où la fondation aura pour objectif de rassembler, synthétiser et mettre en perspective les évolutions économiques de la grande région AME (notamment à travers la mise en place d'un portail web de référence).
- **La fondation La Verticale sera constituée par un réseau de laboratoires** ou centres d'études adhérents à un programme et à une charte. Au départ, 5 laboratoires seront privilégiés : un à Paris (IPEMED étant la tête du réseau), un en Afrique du Nord, un en Egypte, un en Afrique Francophone et un en Afrique Anglophone. Par la suite, ce réseau pourra s'élargir à d'autres laboratoires.
- Le financement initial est estimé à 12 millions par an, ce qui est relativement modeste comparé aux 40 millions de la CEPAL et aux 30 millions de l'ERIA. La participation financière, même modeste, et le label européen sont indispensables pour assurer la crédibilité du projet.

Des contributions privées seront sollicitées auprès des grandes entreprises et institutions financières nationales et internationales afin d'insister sur la visée entrepreneuriale de cette fondation. Attention, l'éthique sera une exigence et une condition pour l'adhésion à La Verticale

- Il est soutenu par les trois unions régionales concernées : l'Union européenne, le Président de la Ligue Arabe et le Président de l'Union Africaine. Le premier Ministre français, Manuel Valls, soutient également l'initiative.
- Le projet de fondation a franchi une étape essentielle lors du sommet des chefs d'État Europe-Afrique à la Valette les 11 et 12 novembre car le plan d'action dans son paragraphe premier indique qu'il faut : « **poursuivre la réflexion stratégique, en vue de continuer à promouvoir une intégration économique régionale entre les pays européens, les pays du sud de la Méditerranée et les pays subsahariens** ». La Commission européenne s'est déjà engagée dans trois fondations à dimension géographique : la fondation Anna Lindh, la fondation European Endowment for Democracy et la fondation pour l'Amérique Latine. Elle pourrait utilement s'engager pour la fondation La Verticale AME qui manque cruellement face à la CEPAL et l'ERIA
- Sur le plan financier, un **fond de dotation de « La Verticale » a été créé** pour recueillir des fonds. Ce compte a été ouvert à la Caisse des Dépôts et Consignations en septembre 2015.
- Les prochaines étapes seront au niveau institutionnel. Une décision en Conseil européen des Ministres des Affaires étrangères constituerait un pas décisif. Dans l'immédiat, **la tenue de trois conventions** pour sensibiliser les chefs d'État est programmée avec une convention en Afrique Subsaharienne, une autre dans un pays arabe et une convention conclusive à Bruxelles pour obtenir l'adhésion du maximum de chefs d'États de l'Union européenne, concrétiser la participation de l'UE, de l'Union Africaine et de la Ligue Arabe ; l'objectif est de parfaire les programmes de travail en partant des besoins locaux, d'adopter les statuts et la gouvernance de



la fondation « La Verticale ». En partant de l'Afrique Subsaharienne en mars 2016, pour terminer à Bruxelles en décembre 2016, la Verticale pourrait-être **opérationnelle début 2017**.

Une double condition pour que ce projet voie le jour : « que les Européens passent d'un esprit de conquête à un esprit de partage » selon la bonne expression de Constant Némale, et que les Africains soient les promoteurs de ce projet de cette fondation internationale.

En conclusion

- Depuis mars 2007, avec l'idée des « "quartiers d'orange" Nord-Sud » soulignée par Le Monde, la vision était tracée. L'Avenir, c'est le développement économique vertical avec la Méditerranée centrale.
- Depuis 10 ans IPEMED s'y emploie. Si vous croyez à ce projet qui n'est plus une utopie, rejoignez-nous, soutenez-nous, comme l'ont fait les entreprises membres que je remercie une fois encore. Aidez-nous à construire cette grande région du 21^{ème} siècle en soutenant IPEMED et la fondation La Verticale.
- La semaine prochaine je serai à Bamako pour une conférence ayant pour thème « Cap au Nord ». Une preuve que les mêmes arguments économiques et géopolitiques se déclinent au Nord comme au Sud.